

## Comment démocratiser sans légitimité politique ?

Entretien d'Olivier Roy conduit par Jean-Luc Racine

*How to bring up democracy without political legitimacy ? Olivier Roy*

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/298>

ISBN : 978-2-8218-1410-3

ISSN : 1775-397X

### Éditeur

Editions de la maison des sciences de l'homme

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2005

Pagination : 85-92

ISBN : 2200-92168-3

ISSN : 1950-1684

### Référence électronique

« Comment démocratiser sans légitimité politique ? », *Transcontinentales* [En ligne], 1 | 2005, document 6, mis en ligne le 03 février 2011, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/298>

---

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# Comment démocratiser sans légitimité politique ?

Entretien d'Olivier Roy conduit par Jean-Luc Racine

*How to bring up democracy without political legitimacy ? Olivier Roy*

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

*Olivier Roy est l'un des experts français les plus connus internationalement sur les questions touchant aux évolutions contemporaines du monde musulman. Directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'EHESS, philosophe de formation, il a noué des contacts réguliers avec les moudjahidin afghans de 1980 à 1987, avant d'être consultant auprès du coordinateur des Nations unies sur l'Afghanistan, et chef de mission de l'OSCE au Tadjikistan.*

*Dans un vaste panorama qui évoque l'Irak, l'Afghanistan et les stratégies des régimes autoritaires du Moyen-Orient, l'auteur de L'échec de l'islam politique (1992), de L'islam mondialisé (2002) et de La laïcité face à l'islam (2005) bouscule ici nombre d'idées reçues sur les liens entre culture et religion comme entre religion et politique. Il aborde la question de la réforme à la lumière du rôle dominant attribué à l'État ou à la société civile, par des philosophies politiques inspirées soit par la tradition française soit par la tradition anglo-saxonne. Il éclaire la dialectique ambiguë qui se déploie entre appel américain à la réforme, impératifs stratégiques de Washington, nationalisme arabe, islamisme et démocratisation.*

- 1 **Transcontinentales** : Dans le contexte international défini par la position américaine formulée dans « l'Initiative pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient élargi », opération approuvée par le G8 en juin 2004, peut-on dire que le concept de réforme fasse sens, ou faut-il recadrer la problématique sous une autre forme ?
- 2 **Olivier Roy** : Le concept de réforme fait sens. Mais réformer quoi, et pour aller où ? Les concepts successivement utilisés par l'administration Bush ne sont pas des paradigmes de réforme : ce sont des paradigmes militants. L'idée de renverser les « états voyous », au prétexte qu'ils mettent ou qu'ils peuvent mettre à disposition des terroristes des armes de destruction massive, relève soit de l'erreur, soit de l'imposture : on sait qu'il

n'y avait pas de relations particulières entre le régime de Saddam Hussein et Al-Qaeda, ni d'armes de destruction massive en Irak. Il s'agit moins ici de réforme que de guerre préventive. S'il s'agit de changer de régime pour se prémunir du danger, nous sommes dans une logique autre que celle de la réforme. Une logique qui, du reste, ne fonctionne pas.

- 3 Second raisonnement des néo-conservateurs américains : l'argument avancé par Paul Wolfowitz – l'ancien numéro 2 du Pentagone devenu président de la Banque mondiale – qui consiste à dire qu'en l'occurrence, même si l'intervention en Irak a peut-être été motivée par de mauvaises raisons, sur le fond, il est nécessaire de renverser les dictatures, car c'est le seul moyen de promouvoir des réformes, la démocratisation étant la seule voie possible pour mettre fin aux crises du Moyen-Orient. Mais voir en la démocratie la réponse structurelle aux problèmes du Moyen-Orient ne nous dit pas comment mettre en marche la démocratisation.
- 4 **TC :** Au-delà du cas irakien, on sait que l'administration américaine a justifié son initiative réformatrice au Grand Moyen-Orient en invoquant les blocages structurels soulignés dans les deux premiers rapports sur le développement dans le monde arabe publiés par le Programme des Nations unies pour le développement. Mais le principal auteur de ces rapports, l'Égyptien Nader Fergany, a dénoncé l'usage fait par Washington de ces analyses.
- 5 **O. R. :** Précisément. Ces rapports du PNUD soulignent que la démocratisation n'est pas seulement une question de processus politique, mais qu'elle relève aussi du développement au sens large, du « développement humain ». Ce concept mis en œuvre par les grandes agences internationales ne prend pas seulement en compte le PIB, mais tout un ensemble de facteurs, tels que l'éducation, le taux de fertilité, les questions de santé, etc. Voilà où le bât blesse : on affirme que les problèmes du Moyen-Orient viennent de l'absence de réformes, mais on peine à définir ce qu'il faut réformer ! Faut-il opter pour les changements de régime ? Mais on voit bien, notamment en Irak, qu'il ne suffit pas de renverser un dictateur pour installer la démocratie. Faut-il en appeler plutôt aux facteurs sociologiques et culturels, à l'identité présumée des sociétés concernées ? On retrouve ici Huntington, et ses derniers écrits, qui font de la démocratisation une affaire de culture et de valeurs. Mais là encore, dans cette ligne de pensée, comment définir des réformes structurelles susceptibles d'être mises en œuvre ?
- 6 **TC :** Voit-on pour l'heure deux options, voire deux étapes dans cette mise en œuvre de réformes mal définies : le changement de régime par l'action ou l'incitation extérieures, et une dynamique de transformation essentiellement interne ?
- 7 **O. R. :** Ce qu'on a vu en Irak est plus qu'un changement de régime. Au départ, l'administration de Paul Bremer s'est inspirée de la politique radicale suivie en 1945 au Japon et en Allemagne, qui suppose une intervention militaire directe, puis une mise du pays sous tutelle, comme on l'a vu au Kosovo. C'est le modèle de la table rase : dissolution de l'armée, destruction du parti, épuration des cadres dirigeants de l'administration. Puis on essaie de reconstruire. Cette stratégie n'a pas marché en Irak. L'autre modèle est celui qui fait appel à la société civile. C'est un modèle séduisant, mais fondé sur un faux consensus. Des gens totalement différents soutiennent le concept de société civile : le Département d'État américain, la Rand Corporation, les *think tanks*, le Programme des Nations unies pour le développement, la Banque mondiale, l'Union européenne, la Fondation Soros (qui n'est pas du tout un instrument de

l'administration Bush au Moyen-Orient, contrairement à ce que beaucoup disent). Nous ne sommes plus là dans l'horizon des néo-conservateurs prônant les changements de régime, suivis de reconstructions politiques. Dans le concept de réforme par la société civile, on ne touche pas au régime. On s'engage dans un travail de terrain sur le long terme, qui vise au fond à amoindrir ou à marginaliser l'État. On en connaît les instruments : la mise en place de réseaux d'ONG, de presse libre, de partis politiques, de coopératives, le recours aux intellectuels... Le champ est large, depuis les banques de micro-crédit jusqu'à la création d'un journal local. Toutes choses qui ouvrent des espaces d'information et de discussion qui s'étendent très largement en dehors des initiatives étatiques.

- 8 **TC** : S'agit-il dans ce modèle de marginaliser d'une certaine façon les structures politiques et administratives, au nom du « moins d'État », ou bien, en même temps qu'on promeut la société civile, encourage-t-on l'appareil d'État, y compris les régimes autoritaires alliés des États-Unis, à se réformer si peu que ce soit ? Dans les deux cas, la référence à la démocratie est pour le moins ambiguë...
- 9 **O. R.** : Il y a de fait plusieurs ambiguïtés profondes. La première résulte de la confusion entre régime et État. La stratégie de développement de la société civile se fonde sur une méfiance envers des régimes perçus à juste titre comme autoritaires, clientélistes, corrompus, voire dogmatiques. Au-delà, prévaut aussi une méfiance envers l'État lui-même. Les programmes de privatisation réalisés en Asie centrale ou au Moyen-Orient traduisent l'idée que l'État est davantage une partie du problème, qu'une solution aux défis qu'affrontent les sociétés.
- 10 **TC** : Sur le plan économique, ou également sur le plan politique ?
- 11 **O. R.** : Sur les deux. Cette suspicion envers l'État renvoie à ce qu'on appelle en France, à tort ou à raison, la conception libérale anglo-saxonne, en référence à Margaret Thatcher et à Ronald Reagan... Cette politique de démocratisation par la société civile se fait contre l'État. Cette doctrine est jugée paradoxale en France, où l'on pense à l'inverse que la réforme ne peut passer que par l'État, ou du moins qu'elle ne peut marginaliser l'État. La France, et d'autres pays européens, se trouvent du coup dans une situation délicate puisque, selon leur paradigme, il faut pousser les États autoritaires à se réformer, plutôt qu'opter pour leur contournement ou leur renversement. Toute la politique française est fondée sur la réforme de l'État. La politique américaine, en tout cas dans sa stratégie ONG, est basée au contraire sur l'idée qu'il faut contourner l'État. Qu'ont fait les Américains lorsqu'ils sont intervenus en Irak ? Ils ont cassé l'État et démantelé l'armée, et ils ont d'emblée instauré des programmes de privatisation qui ont d'ailleurs été presque tous abandonnés très rapidement. Il y avait par exemple, auprès du ministère irakien de l'Éducation nationale, une équipe de conseillers américains qui devait mettre en place un programme de privatisation de l'université. Cela allait très loin. La ligne américaine allait plus loin encore dans les Républiques d'Asie centrale, afin d'opérer une privatisation systématique des kolkhozes...
- 12 Deux philosophies politiques sont donc en jeu. L'une, européenne - française en particulier -, préconise de sauver l'État, en le réformant et en le démocratisant. L'autre, anglo-saxonne, voit dans l'État un élément du problème. Il faut donc le priver de certaines de ses prérogatives régaliennes, et privatiser au maximum. On voit par exemple en Irak, en même temps, le rétablissement d'une armée nationale, et une privatisation partielle des forces de sécurité. Se pose là un premier problème de fond : la tentative de démocratisation soulève indirectement la question de l'État. Cette

question a un corollaire : la ligne américaine préconise de démocratiser à partir de la société civile en marginalisant l'État, dans des pays où, précisément, l'État se pose en détenteur de la légitimité nationale. D'où un deuxième problème essentiel : comment démocratiser sans légitimité politique ?

- 13 **TC :** Cette question pose celle de la citoyenneté, et du lien entre État et citoyen ?
- 14 **O. R. :** La philosophie politique anglo-saxonne se fonde sur l'idée du citoyen entrepreneur : individu rationnel, responsable, qui calcule ses intérêts. La taxation donne sa légitimité à la représentation : le principe de responsabilité est à l'origine de la révolution américaine. D'évidence, il s'agit là d'une culture politique ancrée dans une certaine histoire. Se pose donc un troisième problème de fond : si les politiques de démocratisation sont ancrées dans des cultures politiques spécifiques, dans quelle mesure peuvent-elles les transcender ? Huntington répond qu'il est moralement irresponsable de vouloir exporter le modèle jeffersonien de démocratie, qui ne correspond pas aux cultures politiques locales. Et pourtant, les gens veulent voter : on l'a vu en Irak, en Palestine, en Afghanistan, en Iran, en Tunisie. Ils veulent élire leurs représentants. L'idée que la démocratie parlementaire serait liée au système culturel occidental ne fait donc pas sens.
- 15 **TC :** S'agissant du Moyen-Orient et du monde musulman dans son ensemble, les théories culturalistes vont plus loin, chez les idéologues qui avancent la thèse selon laquelle « le problème, c'est l'islam ».
- 16 **O. R. :** Exactement ! Mais quand on dit que le problème est culturel, qu'appelle-t-on culture ? Les culturalistes sont amenés à identifier culture et religion. Cela ne vaut pas seulement pour l'islam : quand l'église catholique demande que la Constitution européenne fasse mention de son héritage chrétien, l'idée est la même, qui voit la religion comme étant le substrat de la culture. Tout le monde se réclame de Max Weber, mais en réalité Max Weber est très clair, quand il énonce qu'un paradigme peut très bien s'autonomiser par rapport à son ancrage originel. On peut dire qu'il existe un rapport très étroit entre protestantisme et capitalisme : cela n'empêche en rien d'être à la fois catholique et excellent capitaliste. Que le protestantisme ait le mieux incarné l'éthique du capitalisme à un certain moment de l'histoire, certes. Mais cette éthique n'est pas liée structurellement au protestantisme. Un musulman peut très bien avoir un rapport au capital profondément moderne, qu'il reliera ou non à ses traditions religieuses. Pensons au Musiad, le groupement professionnel des PME en Turquie, qui met en avant un concept d'éthique du travail très proche de celui qu'on prête au protestantisme, alors même que cette « Association des industriels et commerçants de Turquie » se réclame d'une éthique islamique.
- 17 Il nous faut donc remettre en cause le lien entre religion et culture. Qu'à un moment donné, il y ait un lien profond entre religion et culture, c'est l'évidence ! Mais la religion s'autonomise de la culture. Du reste, les théories culturalistes ne permettent pas d'expliquer la naissance des religions, alors même que ce qui vient en premier, c'est la culture, pas la religion. La religion joue un rôle de redistribution des cartes dans la culture.
- 18 **TC :** Le problème ne fait que se compliquer si, à l'équation abusive « religion égale culture », on ajoute, comme il est fait très souvent à propos de l'islam, l'équation « religion égale politique ».

- 19 **O. R. :** Quel est le présupposé à cet égard ? C'est le paradigme : en islam, pas de séparation entre le religieux et le politique. Cette thèse, que soutiennent d'ailleurs certains fondamentalistes, ne veut strictement rien dire. Il faudrait d'abord définir les concepts de religion et de politique. L'idée qu'un système politique se déduit d'une théologie ne fait de sens nulle part, ni dans le christianisme, où l'Église a légitimé des systèmes très différents (elle a d'ailleurs affirmé dans le Syllabus de 1864 que la religion et l'état ne doivent pas être séparés), ni dans l'islam où tous les pouvoirs ont été, après la période des quatre Caliphes, des pouvoirs de fait. La question n'est donc pas celle de la conformité du système politique à la théologie mais de la distinction entre citoyen et croyant. La Révolution française a mis en avant une abstraction politique fondatrice, qui avance que le croyant et le citoyen, même s'ils sont une même personne, doivent être pensés en totale séparation : c'est une illusion qui relève du paradigme, non de la réalité. Toute personne qui vit intégralement sa foi ne saurait faire en elle-même la distinction entre le citoyen et le croyant. La question se déplace donc du système politique à la manière dont le croyant se définit également en tant que citoyen. Mais cela relève de choix individuels, pas de la sphère collective. Est donc en jeu la dissociation de la communauté religieuse (l'oummah en l'occurrence) et de la communauté politique (l'ensemble des citoyens). Cette dissociation est à l'œuvre, tant dans la quête démocratique que manifestent les pays du Moyen-Orient, que dans l'expérience du statut de minorité, vécue par les Musulmans en Occident.
- 20 **TC :** Ce qui se passe aujourd'hui valide-t-il le concept de post-islamisme, que marque une autonomie croissante du politique par rapport au religieux ?
- 21 **O. R. :** La plupart des mouvements islamistes suivent désormais des logiques essentiellement politiques. Logiques nationalistes ou logiques de pouvoir conduisent à rechercher des alliances, et donc, d'une certaine façon, à entrer dans une logique de démocratisation. L'autonomie du champ politique est alors évidente. Le Hamas ne critiquait pas Yasser Arafat sur l'islam, il le critiquait sur des questions nationales palestiniennes et sur la ligne à tenir vis-à-vis d'Israël. En contrepoint, le religieux s'autonomise lui aussi. Le retour du religieux aujourd'hui n'est pas un retour d'une idéologie religieuse militante. D'une certaine manière, la réislamisation en cours relève d'une privatisation du religieux. Nombre d'acteurs comme les notables, les petits entrepreneurs, les hommes d'affaires, portent le retour du religieux non pas contre l'État, ou comme alternative politique à l'État, mais en tant que stratégie de « notabilisation » et d'action sociale, qui ne vise pas le pouvoir d'État.
- 22 **TC :** Peut-on dire que cette autonomisation du religieux explique pourquoi les intellectuels musulmans qui appellent à réformer l'islam ne rencontrent guère d'écho en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient ? Ou faut-il penser que la vraie question tient moins à la « réforme de l'islam » qu'aux formes de la vie politique et aux modalités de déconnexion du politique et du religieux ?
- 23 **O. R. :** L'idée que la réforme dans le monde musulman passe par une réforme théologique est séduisante, mais elle n'est guère fondée. Le protestantisme a sans doute été un facteur de modernisation, mais le catholicisme est resté la religion dominante en Europe occidentale : le protestantisme n'a donc pas été la condition nécessaire du passage à la démocratie. Il faut se méfier des approches théologiques de la réforme, et d'une identification du religieux à son socle théologique. La loi française de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État est exemplaire à cet égard. De manière très subtile, elle ne parle jamais du dogme, ni de l'Église. Elle parle du culte, c'est-à-dire de la

pratique des fidèles. Ce qui compte, à juste titre, c'est la manière dont les gens expriment leur identité religieuse dans l'espace public. Mais jamais la loi de 1905 ne s'interroge sur la compatibilité des dogmes avec la République. Prenons cette loi à la lettre : la séparation de l'Église et de l'État n'impose pas une privatisation du religieux, elle n'expulse pas le religieux de l'espace public. Elle dit comment gérer le culte, c'est-à-dire la pratique religieuse, dans l'espace public. La loi de 1905 est parfaitement moderne, et permet tout à fait de gérer les formes de pratique religieuse de l'islam. La laïcité à la française est un produit de l'histoire de France et non pas un modèle intemporel. Il y a d'autres formes de laïcité dans les pays européens, et l'on peut donc parfaitement concevoir différentes formes de laïcité dans les sociétés musulmanes : la Turquie kémaliste par exemple a conservé le contrôle de l'État sur les institutions religieuses. L'autonomie du politique, ou plus exactement la subordination du religieux au politique est partout la norme, même en Iran. Mais le noyau dur de l'identité religieuse, c'est le droit, ou plus exactement le statut personnel, c'est-à-dire en un mot la place de la femme : ici, comme on le voit en Irak, la démocratisation peut se traduire par une régression. Sur ce point, le cœur du problème est plus identitaire et culturel que véritablement religieux.

- 24 **TC :** À l'inverse, que penser de la fonctionnarisation du religieux que pratique un certain nombre de régimes autoritaires, en Asie centrale par exemple ?
- 25 **O. R. :** Les états autoritaires veulent contrôler le religieux, dont ils ne supportent évidemment pas l'autonomie. Une forme de sécularisation autoritaire, qui met les institutions islamiques aux ordres, va de pair avec le refus de la démocratisation. Cette option contradictoire a deux effets pervers. D'une part, elle dissocie sécularisme et démocratie. Elle offre d'autre part aux islamistes le label de démocrates, ce qui revient souvent à jeter les jeunes dans les bras de l'islamisme.
- 26 **TC :** Le rapport 2004 sur le développement humain dans le monde arabe souligne que la cause majeure des problèmes de la région tient moins à des paramètres culturels et religieux qu'aux configurations politiques, que le rapport appelle à réformer pour limiter l'emprise écrasante des pouvoirs exécutifs. Des avancées modestes ont été observées dans la région (élections municipales en Arabie saoudite, réforme du scrutin présidentiel en Égypte, participation des femmes aux élections en Oman et aux prochaines législatives au Koweït). Faut-il y voir le démarrage d'un processus que les autocraties auront de plus en plus de mal à juguler, ou ne s'agit-il que de simples réformes alibis, des ajustements permettant en fait aux régimes de durer ?
- 27 **O. R. :** Je crois qu'il n'y a pas vraiment à attendre de réformes structurelles de la part des régimes autoritaires, qui s'efforceront de bloquer toute dynamique de réel changement. La question est de savoir si la dynamique de démocratisation va entraîner des changements politiques pacifiques, sur le modèle ukrainien, ou bien au contraire exacerber les tensions, entre autres nationalistes, communautaires et ethniques.
- 28 **TC :** Au-delà du monde arabe, comment analyser, dans la problématique de la démocratisation, l'évolution de l'Afghanistan depuis la chute des Talibans ? Faut-il y voir un cas totalement à part, ou peut-on en tirer des enseignements éclairant les aspirations à la réforme dans le Grand Moyen-Orient, Irak inclus ?
- 29 **O. R. :** Il y a bien sûr une logique afghane propre, aux nombreux paramètres – qu'on pense à la période constitutionnaliste sous le roi Zaher, entre 1964 et 1973, ou au radicalisme de type Taliban, articulé en partie sur des logiques ethniques et nationales. Le fait que le Pakistan ait toujours soutenu des combinaisons mêlant fondamentalisme

et identité pachtoune, permet au président Karzaï de jouer sur le registre de l'indépendance nationale de l'Afghanistan. Enfin la présence américaine en Afghanistan est presque dix fois moins importante qu'en Irak, pour une superficie et une population de tailles comparables. Il y a donc moins d'effets pervers dus à cette présence, d'autant que l'ONU et l'Europe sont également très engagées. Mais on trouve des points communs entre Afghanistan et Irak : les élections sont populaires – les gens allant voter même au péril de leur vie ; la question de l'islam s'est déplacée de la définition du système politique à celle de la place de la charia dans le droit civil ; enfin le problème est de mettre en place un espace politique qui transcende les appartenances tribales, ethniques et communautaires.

- 30 **TC** : Condoleeza Rice, en visite au Caire en juin 2005, a lancé un appel direct à réformer les pratiques politiques dans les pays alliés des États-Unis (Égypte, Arabie saoudite) d'un ton beaucoup plus ferme qu'autrefois, en reconnaissant que la vieille politique américaine au Moyen-Orient – chercher la stabilité aux dépens de la démocratie – n'a permis d'obtenir ni stabilité ni démocratie. Quel peut être l'impact de cette inflexion sur les régimes en place et sur l'opinion publique du Moyen-Orient, très anti-américaine ?
- 31 **O. R.** : La réponse est complexe. D'une part, l'opinion publique arabe est très hostile aux États-Unis, ce qui fait que le soutien américain à des personnes ou des mouvements réformateurs peut les décrédibiliser. D'autre part, la lassitude face aux régimes en place et la demande de démocratisation sont manifestes. C'est précisément sur cette contradiction que les régimes établis tentent de fonder leur survie : ils se présentent à l'opinion publique comme les garants contre la domination américaine, et se présentent aux Américains comme le meilleur rempart contre le danger islamiste et terroriste. Une position très contradictoire ! Enfin les Américains ne vont pas très loin dans leur volonté de démocratisation. Alors que l'on commence à parler de retrait en Irak, on ne voit pas comment les États-Unis augmenteraient leurs pressions sur des régimes dont ils se méfient pourtant. Personne ne maîtrise donc un processus de changement, dans le fond très ambigu.
- 32 **TC** : Pour poser la question autrement, quel paraît être le principal moteur du changement au Moyen-Orient : est-il principalement interne ? Qu'y a-t-il d'essentiellement neuf dans la situation régionale ?
- 33 **O. R.** : Il n'y a pas démocratie sans légitimité politique et pas de légitimité politique sans prise en compte du nationalisme et de l'islam. Or les États-Unis se méfient et du nationalisme arabe et de l'islamisme. Ils ne peuvent donc ancrer leur volonté de démocratisation dans la réalité politique du Moyen-Orient. Le changement sera donc essentiellement interne, mais il restera très lié à la conjoncture stratégique : stabilisation ou guerre civile en Irak, attaque américaine ou non sur l'Iran, pressions sur la Syrie, etc. Les éventuelles interventions américaines ne seront plus liées à une politique de démocratisation, mais à des facteurs sécuritaires, tels que le terrorisme et le nucléaire. Elles ne seront donc pas articulées sur les changements internes. On observe par conséquent, à la fois, une logique de dissociation et une logique d'interdépendance entre la conjoncture internationale et les dynamiques internes.



---

## RÉSUMÉS

Dans un vaste panorama qui évoque l'Irak, l'Afghanistan et les stratégies des régimes autoritaires du Moyen Orient, l'Irak, Olivier Roy bouscule dans cet entretien nombre d'idées reçues sur les liens entre culture, religion et politique. Il aborde la question de la réforme à la lumière du rôle dominant attribué à l'Etat ou à la société civile, par des philosophies politiques inspirées soit par la tradition française soit par la tradition anglo-saxonne. Il éclaire la dialectique ambiguë qui se déploie entre appel américain à la réforme, impératifs stratégiques de Washington, nationalisme arabe, islamisme et démocratisation.

In a broad overview referring to Iraq, Afghanistan and the power strategies of authoritarian regimes from the Middle East, Olivier Roy dismisses common ideas about the correlations between culture, religion and politics. He addresses the issue of reform through the political philosophy frameworks born out of the French and of the Anglo-Saxon traditions, which look differently at the respective role of the state and the civil society. He analyses the ambiguous relationship governing the nexus between the US call for reform, Washington's strategic priorities, Arab nationalism, Islamism and democratisation

## INDEX

**Keywords :** Afghanistan, civil society, Iraq, Middle East, reform, religion, state

**Index géographique :** Afghanistan, Irak, Moyen Orient

**Mots-clés :** état, réforme, religion, société civile